

Roumanie

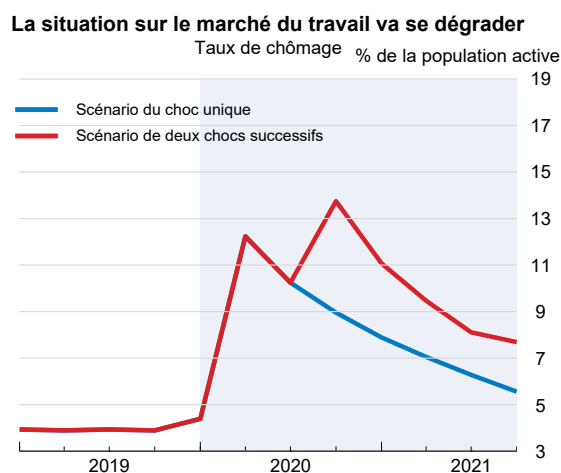
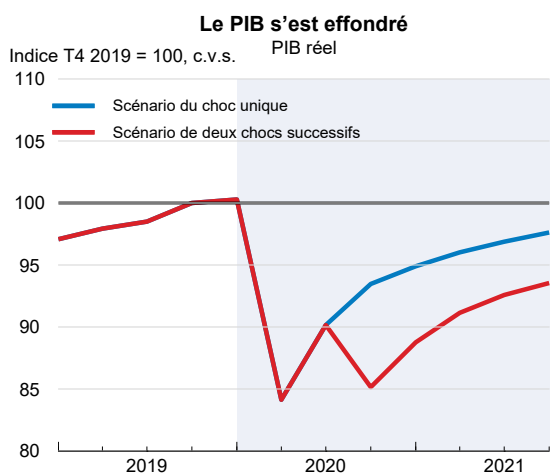
Le PIB devrait s'inscrire en retrait de 8.6 % en 2020, en cas de deuxième poussée épidémique d'ici la fin de l'année 2020, et de 6.5 % si une deuxième vague est évitée. Ces chocs négatifs auront des répercussions durables sur l'économie dans les deux scénarios, le PIB restant fin 2021 en deçà du niveau antérieur à la crise. La reprise sera plus lente en cas de résurgence de l'épidémie, en raison d'une détérioration plus marquée du marché du travail et d'une baisse plus prononcée des capacités de production.

Il est urgent d'élargir les mesures prises pour soutenir l'économie et éviter que la pauvreté ne progresse. Le filet de protection sociale doit être renforcé. Les investissements en infrastructures ainsi que les efforts de réduction de la charge administrative pesant sur les entreprises sont déterminants pour accélérer la reprise et recueillir les fruits d'une relocalisation potentielle de la production vers la Roumanie. En cas de deuxième vague, l'introduction d'un dispositif de chômage partiel et le report du paiement des cotisations sociales contribueraient à préserver l'emploi. La pollution de l'air a constitué un facteur aggravant de la pandémie et des mesures doivent être adoptées de toute urgence pour la réduire.

Les mesures d'endiguement ont réduit les risques

Le premier cas de COVID-19 en Roumanie a été enregistré le 26 février. La pandémie a ensuite progressé rapidement, un tiers environ de l'ensemble des cas étant situés à Bucarest et à Suceava. Les pénuries de personnel médical et d'équipements de protection ainsi que l'absence de procédures appropriées ont ralenti l'endiguement de la pandémie. Des investissements publics de taille ont été réalisés dans le matériel médical pour faire face à la crise sanitaire, mais ils sont jugés insuffisants pour limiter les risques de contamination dans les unités de soin.

Roumanie



Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n°107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934139860>

Roumanie : Demande, production et prix (scénario de deux chocs successifs)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de RON	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
Roumanie: scénario de deux chocs successifs						
PIB aux prix du marché	765.1	7.1	4.4	4.1	-8.6	1.8
Consommation privée	478.2	10.0	7.3	5.9	-8.2	1.8
Consommation publique	115.4	4.2	2.1	6.4	3.6	2.0
Formation brute de capital fixe	175.0	3.6	-1.2	18.2	-18.5	-0.5
Demande intérieure finale	768.7	7.6	4.7	8.5	-8.6	1.4
Variation des stocks ¹	3.5	0.8	1.0	-3.0	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	772.2	8.4	5.7	5.6	-9.0	1.4
Exportations de biens et services	315.1	7.6	6.2	4.6	-13.2	3.8
Importations de biens et services	322.2	10.8	9.1	8.0	-13.9	2.7
Exportations nettes ¹	- 7.1	-1.4	-1.4	-1.7	0.8	0.3
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.7	6.3	6.9	3.5	1.2
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.3	4.6	3.8	1.9	0.9
IPC sous-jacent ²	—	1.5	2.8	3.2	2.5	0.9
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.9	4.2	3.9	10.2	9.1
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.6	-2.9	-4.3	-9.1	-8.8
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	45.1	43.6	44.2	55.8	62.0
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	35.1	34.7	35.2	46.8	53.0
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.8	-4.4	-4.6	-3.5	-3.4

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138587>

Des mesures d'endiguement strictes ont été adoptées après la mi-mars, parmi lesquelles des restrictions des voyages en provenance et à destination des pays à risque, et la fermeture de tous les établissements d'enseignement et des magasins non essentiels. Un confinement national a débuté le 25 mars pour une durée de huit semaines environ. Les principaux foyers de COVID-19 ont été placés en quarantaine totale. Depuis le 15 mai, les mesures de confinement ont été assouplies de façon progressive, les rassemblements publics et les déplacements interurbains étant restreints pendant la première phase de réouverture.

L'activité économique a été durement touchée

La pandémie de COVID-19 a entraîné une contraction notable de l'activité économique, qui tient essentiellement aux mesures de confinement et à une forte dépendance vis-à-vis des échanges et des investissements en provenance des pays d'Europe de l'Ouest. Les indicateurs témoignent d'un recul significatif et général du chiffre d'affaires et de la confiance. Les secteurs de l'automobile et du tourisme ont pratiquement cessé toutes leurs activités pendant le confinement, tandis que la demande de services de transport, personnels, d'hébergement et de restauration, qui représentent une part relativement importante de la valeur ajoutée totale, s'est effondrée. Environ 15 % des contrats de travail ont été suspendus et 4 % rompus pendant le confinement. La confiance des marchés financiers s'est détériorée et le rendement des obligations d'État à 10 ans a progressé, témoignant d'une augmentation des niveaux de risque et d'une érosion de la confiance des investisseurs.

Roumanie : Demande, production et prix (scénario du choc unique)

	2016	2017	2018	2019	2020	2021
	Prix courants milliards de RON	Pourcentage de variation, en volume (prix de 2010)				
Roumanie: scénario du choc unique						
PIB aux prix du marché	765.1	7.1	4.4	4.1	-6.5	4.7
Consommation privée	478.2	10.0	7.3	5.9	-5.9	4.4
Consommation publique	115.4	4.2	2.1	6.4	3.5	1.4
Formation brute de capital fixe	175.0	3.6	-1.2	18.2	-14.8	7.2
Demande intérieure finale	768.7	7.6	4.7	8.5	-6.4	4.5
Variation des stocks ¹	3.5	0.8	1.0	-3.0	-0.5	0.0
Demande intérieure totale	772.2	8.4	5.7	5.6	-6.8	4.5
Exportations de biens et services	315.1	7.6	6.2	4.6	-10.9	8.0
Importations de biens et services	322.2	10.8	9.1	8.0	-11.4	7.1
Exportations nettes ¹	- 7.1	-1.4	-1.4	-1.7	0.6	0.1
<i>Pour mémoire</i>						
Déflateur du PIB	—	4.7	6.3	6.9	3.5	1.7
Indice des prix à la consommation harmonisé	—	1.3	4.6	3.8	1.9	1.5
IPC sous-jacent ²	—	1.5	2.8	3.2	2.6	1.4
Taux de chômage (% de la population active)	—	4.9	4.2	3.9	9.0	6.7
Solde financier des administrations publiques (% du PIB)	—	-2.6	-2.9	-4.3	-8.0	-6.6
Dette brute des administrations publiques (% du PIB)	—	45.1	43.6	44.2	54.2	57.3
Dette brute des administrations publiques, définition Maastricht (% du PIB)	—	35.1	34.7	35.2	45.2	48.4
Balance des opérations courantes (% du PIB)	—	-2.8	-4.4	-4.6	-3.7	-3.9

1. Contributions aux variations du PIB en volume, montant effectif pour la première colonne.

2. Indice des prix à la consommation hors alimentation et énergie.

Source: Base de données des Perspectives économiques de l'OCDE, n° 107.

StatLink  <https://doi.org/10.1787/888934138606>

Les mesures de soutien ne bénéficient pas aux plus vulnérables

La politique monétaire a limité le risque d'un resserrement conséquent des conditions financières et soutenu l'offre de crédit. La Banque nationale de Roumanie a abaissé son taux directeur de 0.5 point de pourcentage à la fin du mois de mars et de 0.25 point le 2 juin, pour le ramener à 1.75 %, s'est engagée à procurer des liquidités aux établissements financiers et a annoncé un plan de rachat d'obligations d'État sur le marché secondaire. Un moratoire temporaire sur le remboursement des dettes a été décrété pour les entreprises et les particuliers touchés par la pandémie, de même qu'un assouplissement de la réglementation macroprudentielle pour les établissements de crédit. Un train de mesures budgétaires représentant environ 1.2 % du PIB, en partie financé par des fonds de l'UE, prévoit des subventions salariales destinées aux salariés en chômage partiel et une hausse des dépenses de matériel médical. Les autres mesures de soutien comprennent des prêts garantis par l'État assortis de taux bonifiés pour les PME, un report du paiement des impôts et l'allongement des délais de paiement pour les services d'utilité publique et les loyers. L'impact attendu des mesures sur l'économie est relativement faible, la plupart prenant fin peu après le confinement. Ces mesures ne bénéficieront pas aux personnes les plus vulnérables, en particulier celles qui se sont éloignées du marché du travail ou qui appartiennent au secteur informel. Le gouvernement a annoncé l'adoption d'un nouveau train de mesures budgétaires à partir du mois de juin, mais les détails de ces mesures n'étaient pas disponibles au moment de la rédaction de ce document.

Les perspectives économiques sont très incertaines

La pandémie de COVID-19 prélèvera un lourd tribut sur l'économie. Si une deuxième vague se produit à l'automne (scénario de deux chocs successifs), le PIB devrait reculer de 8.6 % en 2020 et ne se redresser que lentement en 2021. Les pressions exercées sur les entreprises déjà affaiblies par le premier choc s'aiguiseront. Les destructions d'emplois ainsi que la baisse des salaires et des transferts de fonds entameront le pouvoir d'achat des ménages. Le fléchissement de la demande intérieure entraînera des problèmes de trésorerie, compromettant ainsi la survie des entreprises confrontées à des contraintes de crédit. La détérioration de l'environnement international et les perturbations des chaînes d'approvisionnement pèseront sur les exportations, mais le solde des paiements courants s'améliorera à la faveur d'une forte diminution des biens importés. Le déficit budgétaire s'amplifiera sensiblement, s'établissant aux alentours de 9 % du PIB en 2020 et faisant grimper la dette publique au-delà de 50 % du PIB en 2021. En l'absence de résurgence de l'épidémie (scénario du choc unique), la croissance du PIB ralentira de 6.5 %, et ne se redressera que partiellement après les répercussions économiques négatives des mesures de confinement en 2021. Bien que les stabilisateurs automatiques soient relativement faibles et la relance budgétaire modérée, la dette publique devrait s'élever à quelque 48 % du PIB en 2021. Parmi les risques de divergence à la baisse figure la perte de confiance des investisseurs étrangers, qui se traduirait par une forte détérioration des conditions financières. À l'inverse, la pandémie pourrait favoriser le raccourcissement des chaînes d'approvisionnement et une relocalisation de l'activité de l'Asie vers l'Europe de l'Est, ce qui pourrait stimuler l'investissement direct étranger et les créations d'emplois.

L'action publique pourrait limiter les dommages durables pour l'économie

Pour atténuer la recrudescence de la pauvreté, l'accès aux prestations sociales devrait être élargi et des transferts en numéraire envisagés pour les familles à faible revenu. En cas de deuxième vague, un report du paiement des cotisations de sécurité sociale et la mise en place d'un dispositif de chômage partiel pourraient soutenir les entreprises viables temporairement touchées par la pandémie et préserver l'emploi. Un mécanisme de médiation du crédit gratuit et réactif devrait être mis en place pour aider les entreprises – et en particulier les PME – qui peinent à obtenir des prêts et à régler leurs problèmes de trésorerie. L'amélioration des infrastructures, notamment dans les transports où les besoins sont importants, sera déterminante pour accélérer la reprise, stimuler l'investissement des entreprises et répondre aux défis environnementaux. Il est urgent de réduire la pollution de l'air, car c'est un facteur d'aggravation des risques sanitaires. Pour dégager la marge de manœuvre budgétaire requise, il faudra revoir les priorités des dépenses publiques et reporter la réforme des retraites qui – si elle est mise en œuvre – alourdirait de plus de 2 points de pourcentage du PIB un déficit budgétaire déjà élevé et une dette publique croissante en 2021.



Extrait de :
OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1

Accéder à cette publication :
<https://doi.org/10.1787/0d1d1e2e-en>

Merci de citer ce chapitre comme suit :

OCDE (2020), « Roumanie », dans *OECD Economic Outlook, Volume 2020 Issue 1*, Éditions OCDE, Paris.

DOI: <https://doi.org/10.1787/e8da9064-fr>

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les arguments exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région. Des extraits de publications sont susceptibles de faire l'objet d'avertissements supplémentaires, qui sont inclus dans la version complète de la publication, disponible sous le lien fourni à cet effet.

L'utilisation de ce contenu, qu'il soit numérique ou imprimé, est régie par les conditions d'utilisation suivantes :
<http://www.oecd.org/fr/conditionsdutilisation>.